# Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès République Centrafricaine

### Aperçu de la situation Mars - Mai 2020

#### Contexte

La crise humanitaire complexe de la République centrafricaine, qui se poursuit depuis l'avènement du conflit armé en 2013, entrave fortement l'accès des acteurs humanitaires à plusieurs zones du pays et, par conséquent, les collectes de données ponctuelles relatives aux vulnérabilités et besoins des populations de ces zones.

Afin de remédier à ce manque d'information, en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), REACH mène un projet de suivi régulier de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès et où les besoins sont les plus élevés (selon l'apercu des besoins humanitaires 2020 (HNO)).

Cet aperçu présente une analyse des principales données quantitatives et qualitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 88 axes et évaluées durant les collectes de données des mois de mars, avril et mai 2020.

Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas significatifs statistiquement, et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le centre de ressources de REACH.

#### Méthodologie

La méthodologie utilisée ('Zone de Connaissance / Area of Knowledge') a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager mensuellement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans i) des communes inaccessibles, ii) difficiles d'accès, iii) où l'information humanitaire est insuffisante et iv) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques de déplacement et retour, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données sont collectées directement par les équipes REACH au travers d'entretiens, sur la base de questionnaires multisectoriels, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées<sup>1</sup>. Ces collectes de données sont réalisées sous forme d'entretien direct ou de groupes de discussions (FGD), renseignant respectivement au niveau de la localité et de la commune. Lors des groupes de discussions, des exercices de cartographie participative sont réalisés avec les IC afin de préciser les dynamiques des mouvements de population, ainsi que pour localiser les principaux services de base fonctionnels et les zones où les besoins sont les plus élevés.

Afin de présenter les données quantitatives de façon pertinente et utile à la planification humanitaire, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées et analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes et tableaux de ce document. Une synthèse de la couverture (atteinte ou non selon le nombre de localités à évaluer) de tous les axes évalués au cours des trois mois de collecte est présentée en annexe de ce document.

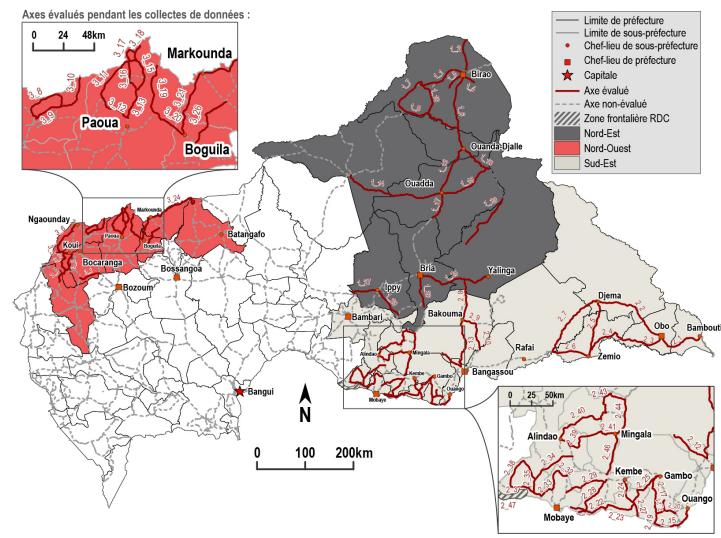
A partir de la localisation géographique et compte tenu des interrelations socio-économigues existant entre les différentes localités et communes évaluées le long des axes, trois macro-zones ont été identifiées pour comparer et rapporter les résultats : Nord-Est, Sud-Est et Nord-Ouest. Ces trois macro-zones identifiées sont mises en évidence sur la carte de cette première page.

### Converture de la collecte de données

Type d'informateurs clés (IC)	Mars 2020	Avril 2020	Mai 2020
Résidents dans la localité	79%	75%	62%
Visiteurs récents dans la localité	19%	22%	27%
Contact indirect avec la localité	2%	3%	11%

		IVIAI 3 2020	AVIII 2020	IVIAI ZUZU
0	# Total d'entretiens	1260	1003	1154
,	# Localités évaluées	428	422	442
6	# Axes évalués	73	75	78
6	# Axes évalués avec une	55	54	58

Marc 2020 Avril 2020 Mai 2020









### Aperçu de la situation Mars - Mai 2020

#### Méthodologie d'agrégation et analyse des données

Ce document est réalisé grâce à l'analyse des données quantitatives (voir les détails dans les tableaux en première page) et qualitatives (73 FGD) collectées pendant les trois mois de collecte.

Pour l'analyse des résultats quantitatifs, lorsque plusieurs IC étaient interrogés sur la même localité au courant du même mois, REACH procède à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis, basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "aucun consensus" ou "A/C".

Les données quantitatives, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants :

Cartes : données rapportées par axe, calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois ; graphiques et tableaux : données rapportées par macro-zone, calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois.

Lorsque certains indicateurs ne s'appliquent pas à la totalité des localités évaluées ou à la durée de trois mois de collecte, une clarification est indiquée dans la légende ou dans une note de bas de page.

Les parties narratives intègrent les résultats des FGD, ainsi que des observations et analyses des agents REACH en charge de ces évaluations, parfois étayés par des données quantitatives analysées à plusieurs niveaux (macro-zone, préfecture, sous-préfecture ou commune) et calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois.

#### Résultats clés<sup>2</sup>



Dynamique des mouvements de population • Mouvements de population importants dans la Vakaga en raison de conflits armés et communautaires • Forte concentration de personnes déplacées internes (PDI) dans les localités principales du Haut-Mbomou • Mouvements de retour importants dans la Basse-Kotto et le Nord-Ouest



Protection • Sentiment d'insécurité très élevé dans le Sud-Est et le Nord-Ouest • Tensions et heurts généralisés dans le pays en lien avec l'activisme de groupes armés (GA) et d'éleveurs transhumants • Présence de mineurs séparés et/ou non-accompagnés dans plus de la moitié des localités évaluées, notamment en raison des déplacements dans le Sud-Est • Risque généralisé de violences basées sur le genre pour les femmes adultes et enfants



Education • Fermeture des établissements scolaires en raison de la pandémie de COVID-19 • Niveau d'accès (antérieur à la fermeture) à l'éducation très faible dans le Haut-Mbomou et localement dans la Vakaga et la Basse-Kotto • Fréquentation scolaire limitée des filles par rapport aux garcons



Abri • Manque d'abris adéquats pour tout type de population dans la Vakaga et localement dans la Basse-Kotto, notamment à cause des destructions lors des conflits • Manque d'abris adéquats pour les populations déplacées dans le Sud-Est • Cas rapportés de personnes ne disposant d'aucun abri dans la Vakaga, la Basse-Kotto et le Haut-Mbomou



**Articles ménagers essentiels (AME) •** Manque d'AME similaire dans tout le pays • Savon majoritairement rapporté comme indisponible dans le Sud-Est



Sécurité alimentaire • Production agricole affectée par l'insécurité de manière générale, en particulier par la transhumance dans le Nord-Ouest • Faible présence de marchés fonctionnels dans l'Est, l'accès et les approvisionnements étant impactés le contexte sécuritaire • Faible capacité de mettre en place des stratégies de survie et mécanismes d'adaptation dans le Sud-Est



Moyens de subsistance • Manque de semences et d'outils comme premier obstacle pour pratiquer l'agriculture dans les trois macro-zones • Manque d'accès sécurisé aux champs, les agriculteurs se limitant souvent à cultiver à proximité des habitations • Très faible revenu mensuel dans le Sud-Est



Santé • Manque de services de santé fonctionnels dans l'Est, notamment dans les zones les plus isolées de la Ouaka, de la Haute-Kotto et dans la sous-préfecture de Bambouti • Manque de médicaments comme premier obstacle pour bénéficier de soins • Très nombreux cas de personnes avec des symptômes de malnutrition, en particulier dans la Vakaga et la Basse-Kotto



Eau, hygiène et assainissement (EHA) • Faible présence de points d'eau améliorés fonctionnels, notamment dans l'Est • Pratique de la défécation à l'air libre (DAL) très répandue dans le Nord-Est et le Nord-Ouest • Manque généralisé de stations de lavage de mains dans les lieux publics et de mesures de pratiques sanitaires

### **Besoins humanitaires prioritaires**

Secteurs d'intervention humanitaire souhaités, par ordre de priorité, par la majorité de la population : (par % de localités évaluées, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)

Nord-Est	1er besoin	2ème besoin	3ème besoin
Abris	0%	1%	2%
Education	8%	23%	17%
EHA	15%	21%	18%
Logistique	1%	1%	4%
AME	2%	2%	3%
Nutrition	1%	0%	0%
Protection	0%	0%	0%
Santé	42%	16%	11%
Sécurité alimentaire	9%	7%	10%
Moyens de subsistance	2%	3%	7%
Aucun consensus	20%	25%	27%

Sud-Est	1er besoin	2ème besoin	3ème besoin
Abris	2%	3%	4%
Education	9%	19%	18%
EHA	15%	15%	17%
Logistique	1%	1%	2%
AME	4%	4%	7%
Nutrition	0%	0%	1%
Protection	5%	1%	1%
Santé	34%	21%	9%
Sécurité alimentaire	6%	8%	7%
Moyens de subsistance	3%	4%	8%
Aucun consensus	21%	23%	26%

Nord-Ouest	1er besoin	2ème besoin	3ème besoin
Abris	3%	2%	2%
Education	13%	23%	14%
EHA	31%	16%	11%
Logistique	2%	2%	2%
AME	1%	0%	1%
Nutrition	0%	0%	0%
Protection	0%	0%	1%
Santé	19%	18%	15%
Sécurité alimentaire	7%	8%	16%
Moyens de subsistance	3%	6%	9%
Aucun consensus	22%	25%	30%

Selon les IC, les trois secteurs d'intervention humanitaire les plus attendus par la population de ces macro-zones étaient plutôt homogènes et correspondaient aux secteurs de la santé, de l'EHA et de l'éducation. Une intervention dans le secteur de la santé était cependant moins souhaitée dans le Nord-Ouest, où les besoins en EHA semblaient plus prioritaires. Ces secteurs étaient ainsi les plus souvents cités parmi les trois secteurs d'intervention prioritaires souhaités. Néanmoins, un besoin d'intervention humanitaire dans les secteurs de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance était tout de même rapporté par les IC en de moindres proportions.

### Aperçu de la situation Mars - Mai 2020

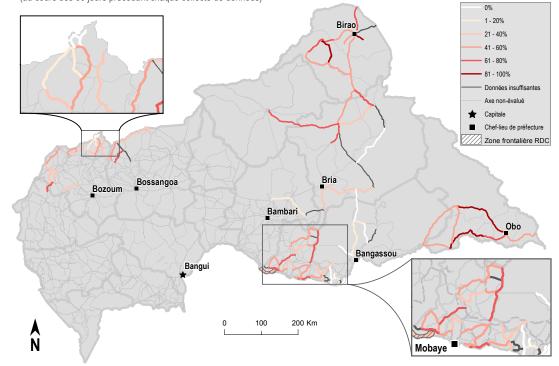
# **?→** Dynamique des mouvements de population

Suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans la notamment dans 80% des localités du Sud-Est. Concernant et de rapatriement assez réguliers et diffus, malgré des in- de retour que celle de déplacement. cidents pouvant entrainer localement des déplacements. Le conflit armé (46% des localités évaluées), notamment dans le Sud-Est (68%), était rapporté comme la principale raison de la présence de PDI dans les localités évaluées. Les tensions communautaires étaient également rapportées dans les trois macro-zones en des proportions similaires comme le facteur majeur provoguant les déplacements (24%). L'amélioration des conditions sécuritaires était largement indiquée comme critère principal pour envisager un retour des PDI vers leur lieu d'origine, rapportée dans 68% des localités évaluées et

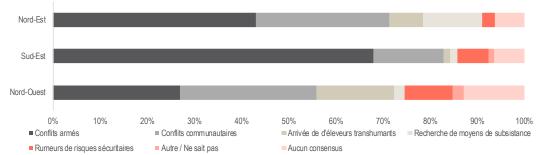
préfecture de la Vakaga depuis le mois de septembre 2019 les populations retournées et/ou rapatriées, la raison princijusqu'au mois de mai 20204, d'importants déplacements de pale d'un retour était notamment le rapprochement familial population ont été rapportés de manière constante dans le (31% des localités évaluées) ou l'amélioration des conditions Nord-Est. A l'inverse, les zones évaluées au Sud-Est et Nord-sécuritaires dans le lieu d'origine (22%). Parmi les localités Ouest (notamment dans la Basse-Kotto et l'Ouham-Pendé) évaluées dans le Nord-Est, 39% des retours étaient également ont été surtout concernées par des mouvements de retour expliqués par de meilleures conditions de vie dans la localité

La préfecture de la Vakaga représentait selon les IC la zone incidents sécuritaires majeurs provoquant des mouvements sence de PDI, dans 63% d'entre elle les IC rapportaient l'arrivée de nouveaux PDI dans les trois mois précédant la collecte

#### % de localités évaluées dans lesquelles la présence de PDI était rapportée : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



#### % de localités évaluées par rapport à la raison principale ayant entrainé le déplacement des PDI3: (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



la plus touchée au cours des trois mois de collecte par des de données, principalement dans les communes de Ridina et dans 48% des localités évaluées, avec une concentration lé-Ouandja. Le conflit armé (43% des localités évaluées) et les gèrement plus forte dans les sous-préfectures de Satéma, massifs de la population. Parmi les 32% de localités évaluées tensions communautaires (28%) étaient le plus souvent cités ainsi que Zangba et Mobaye. Des déplacements importants dans tout le Nord-Est dans lesquelles il était rapporté la pré- comme les principaux facteurs expliquant la présence de PDI, récents étaient notamment rapportés dans ces deux dernières en attente principalement du rétablissement de la sécurité sous-préfectures, en raison de rumeurs d'attaques et d'affron-(67%) avant de pouvoir envisager un retour dans les lieux tements, notamment dans les communes de Ouambé et Mbeid'origine. Peu de retours étaient rapportés lors des FGD au ma<sup>9</sup>. Malgré ces incidents, la Basse-Kotto était marquée par cours de ces trois mois en raison d'un contexte sécuritaire en- de très nombreux mouvements de retour et de rapatriement core très critique, les populations déplacées étant concentrées depuis la RDC grâce à une amélioration générale du contexte des rumeurs d'affrontements étaient notamment à l'origine au effet la présence de communautés retournées et/ou rapatriées mois de mai de déplacements depuis Sam Ouandja vers la dans 91% des localités évaluées sur 20 axes de cette précommune de Voukouma à Ouanda-Diallé<sup>6</sup>. Des mouvements fecture. de retour étaient néanmoins rapportés dans la Ouaka et le sud de la Haute-Kotto où le climat sécuritaire était plus favorable. respectivement depuis les villes de Bambari, Ippy et Bria vers les villages des communes de Baïdou Ngambourou, Yengou Le Nord-Ouest représentait la macro-zone où le plus de mouet Yalinga5.

#### Sud-Est

Une présence importante de PDI était rapportée notamment IC comme des rapatriements depuis le Cameroun et le Tchad<sup>8</sup>. dans la préfecture du Haut-Mbomou (présence rapportée La présence de PDI était rapporté dans 38% des localités évadans 64% des localités évaluées sur 7 axes), avec une forte luées, mais peu de déplacements internes récents étaient siconcentration dans les principales localités (Obo. Zémio et analés au cours des FGD. Quelques déplacements importants Djéma). En parallèle, plusieurs localités se trouvant sur les étaient tout de même rapportés dans les sous-préfectures de axes de cette préfecture étaient rapportées comme inhabitées Paoua, Markounda et Nangha Boguila en raison de tensions depuis les conflits armés7. Des mouvements de retour étaient et conflits liés aux éleveurs transhumants5. De plus, un conflit largement décrits par les IC, de PDI guittant ces localités prin- communautaire apparu en janvier 2020 était à l'origine d'un cipales vers leurs lieux d'origine sur les axes, ainsi que des déplacement notable dans la commune de Bah-Bessar<sup>10</sup>, et rapatriés revenant de la République Démocratique du Congo l'arrivée de GA pour le contrôle de mines d'or dans la com-(RDC) après avoir fui les conflits dans cette zone8. Avec une mune de Markounda avait également provoqué des déplafaible présence de PDI (4% dans les localités évaluées sur 10 cements de population<sup>11</sup>. Par ailleurs, les IC rapportaient de axes), aucun mouvement de population particulier n'était rap- très nombreux cas de PDI ne souhaitant pas retrouver leurs porté dans la préfecture du Mbomou<sup>5,7</sup>. Dans la Basse-Kotto. localités d'origine<sup>5</sup>. la présence de PDI était signalée de manière assez homogène

à proximité des localités principales telles que Birao, Quan- sécuritaire, premier critère pour envisager un retour des poda-Djallé, Ouadda, Bria ou Ippy<sup>5</sup>. En raison de ce contexte, pulations déplacées dans cette zone. Les IC rapportaient en

#### Nord-Quest

vements de retour et de rapatriement étaient signalés, avec 88% des localités évaluées où les IC rapportaient la présence de retournés et/ou rapatriés au cours des trois mois de collecte. Ces mouvements étaient majoritairement décrits par les



### Aperçu de la situation Mars - Mai 2020

# **Protection**

du temps dans plus de 50% des localités évaluées, notamment pour 80% des localités de la macro-zone du Nord-Ouest. Ce sentiment constant au cours des trois mois d'enquêtes résultait de la persistance des conflits, des craintes et heurts liés à l'activisme de GA, ainsi que des tensions liées aux éleveurs transhumants. La libre circulation en était affectée dans les trois macro-zones. l'accès aux champs étant notamment considéré comme une exposition aux risques de tracasserie ou d'embuscades<sup>12</sup>. Le risque principal encouru par les femmes (enfants ou adultes) était rapporté en des proportions similaires entre les trois macro-zones, correspondant principalement à des violences basées sur le genre : pour les filles, le risque d'un mariage forcé pour 34% des localités évaluées et le risque de violences sexuelles pour 17% : pour les femmes. le risque de violences domestiques pour 28% des localités évaluées. Par ailleurs, dans plus de 2 localités évaluées sur 3, la présence de mineurs séparés et/ou non-accompagnés était rapportée. En dépit de ce climat sécuritaire, une bonne relation entre les populations hôtes et les autres groupes de population déplacée ou réfugiée était rapportée pour plus de 80% des localités évaluées, jusqu'à 87% dans le Nord-Ouest. Par ailleurs, les autorités locales étaient largement considérées comme premier acteur de protection pour 86% des localités. Il est à noter que de nombreux cas de destruction d'habitations liée aux feux de brousse durant la saison sèche ont été rapportés dans les sous-préfectures de Koui, Ngaoundaye, Ouanda-Djallé, Djéma et Bambouti12.

Nord-Est: En raison des conflits armés dans la Vakaga, en transhumance (9%)

Sud-Est: Un sentiment d'insécurité était très largement rapporté dans le Haut-Mbomou (95% des localités évaluées sur Un sentiment d'insécurité était largement rapporté la majorité 7 axes) et dans le Mbomou (84% sur 10 axes), mais était Le secteur de l'éducation a été fortement frappé par la pandéplus faible dans la Basse-Kotto (60%). La présence active mie de COVID-19, entrainant la fermeture de l'ensemble des de différents GA était toujours rapportée dans le Sud-Est, auxquels étaient notamment associés plusieurs cas d'incen- baisse progressive et significative du nombre d'établissements dies de maisons lors d'attaques à Obo ou dans les zones de disponibles, pour être presque totalement absents dans le Satéma et Mingala<sup>12</sup>. Pour 11% des localités évaluées, au Nord-Est au mois de mai. Ce phénomène moins rapporté dans moins un incident impliquant la mort de civils était rapporté. le Nord-Ouest pouvait se traduire par une application moins Les participants des FGD rapportaient également plusieurs stricte de cette décision prise à l'échelle nationale. Ces fermemouvements de population directement liés à des rumeurs d'attaques dans plusieurs communes (Mbeima, Bakouma, Voungba-Bali.), mettant en évidence le niveau d'inquiétude de alarmant dans toute la préfecture du Haut-Mbomou ou dans certaines populations<sup>12</sup>. La présence de mineurs séparés de certaines zones de la Vakaga et de la Basse-Kotto. Ces zones leurs parents et/ou non-accompagnés était signalée dans 70% des localités évaluées dans le Sud-Est. 42% des cas étant aux carences structurelles - bâtiments fonctionnels, personnel rapportés comme des enfants perdus lors des déplacements. Les risques auxquels étaient exposés les hommes les plus l'éducation 12,15. Les taux de participation à un enseignement fréquemment cités étaient les pillages et la criminalité pour régulier, calculés uniquement à partir des données des mois 14% des localités évaluées et les attaques et menaces de GA de mars et d'avril, celles du mois de mai étant peu représenpour 10%. Le principal risque rapporté pour les garcons était tatives, montraient une participation scolaire plus importante variable, tel que le recrutement forcé pour 8% des localités, les des garçons que des filles, ainsi qu'une diminution maieure attaques et menaces de GA pour 9%, ou encore le mariage pour les tranches d'âges de 13 à 18 ans, notamment dans le forcé pour 5%.

> % de localités évaluées dans lesquelles un sentiment d'insécurité était ressenti par la majorité de la population : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte)



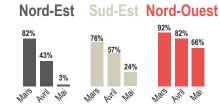
56% Nord-Est 75% Sud-Est 80% Nord-Ouest

plus de pillages et violences liés aux mouvements de transhu- Nord-Ouest : Le sentiment d'insécurité dans le Nord-Ouest mance, le sentiment d'insécurité rapporté dans cette préfec- était largement rapporté dans 80% des localités évaluées, ture était omniprésent. Pour 80% des localités évaluées sur principalement en raison de la présence de groupes et d'éleles axes de la Vakaga (8 axes évalués au mois de mai), au veurs transhumants armés. Pour 28% des localités évaluées moins un incident impliquant la mort de civils était rappor- sur les axes des sous-préfectures de Paoua et Markounda (12 té. Pour 68% de ces localités, au moins un incident impli- axes évalués), au moins un incident impliquant la mort de civils quant le pillage ou la destruction d'habitations était signalé. était rapporté. De plus, pour 39% des localités évaluées dans Le sentiment d'insécurité était rapporté en des proportions le Nord-Ouest, au moins un incident impliquant le pillage ou la moins importantes sur les axes évalués dans la préfecture destruction d'habitations était signalé. La sous-préfecture de Au mois de mars avant l'épidémie de COVID-19, il de la Haute-Kotto et la sous-préfecture de Ippy, bien que des Markounda a été particulièrement affectée par l'arrivée de GA était rapporté dans les sous-préfectures de Ouad- % de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient que Ouadda, ainsi que dans la commune de Baïdou Ngoumbou- compagnés était signalée dans 70% des localités évaluées marche était l'inexistence de telles infrastructures rou<sup>12</sup>. La présence de mineurs séparés de leurs parents et/ dans le Nord-Ouest, 28% des cas étant rapportés comme pour 80% des localités évaluées ou leur destruction ou non-accompagnés était largement signalée dans 80% des des enfants perdus lors des déplacements et 11% des cas où durant des combats (20%). La zone du Nord-Est localités évaluées dans le Nord-Est. Le principal risque auguel les enfants sont partis chercher un travail. Le principal risque montrait la plus forte de baisse du taux de particiétaient exposés les garçons était le mariage forcé (29% des auquel étaient exposés les hommes était les attaques de GA pation scolaire entre les tranches d'âge de 6-12 ans localités évaluées), tandis les hommes étaient exposés aux (19% des localités évaluées), tandis les garçons étaient ex- et 13-18 ans, à la fois pour les garçons et les filles. attaques et menaces de GA (12%) et aux incidents liés à la posés au mariage forcé (25%) et aux attaques et menaces

# Education

établissements scolaires du pays<sup>14</sup>. Cela s'est traduit par une tures tendaient à masquer le niveau de disponibilté de l'éducation avant l'avénement de cette pandémie, particulièrement ont en effet été fortement impactées par le conflit, s'ajoutant enseignant, fournitures - qui ont freiné le développement de

% de localités évaluées où la présence de services éducatifs fonctionnels à distance de marche était rapportée : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte)



#### Sud-Est

Au mois de mars avant l'épidémie de COVID-19, la plus faible présence de services éducatifs fonctionnels à distance de marche était rapportée dans le Haut-Mbomou, où environ 50% des localités évaluées souffraient de l'absence de tels services. La situation la plus inquiétante concernait les localités des communes de Obo et Lili, situées sur l'axe Obo-Bambouti, Les IC rapportaient une absence de ces services pour 88% des localités de cet axe. L'effet à long terme de crises successives sud-soudanaise et centrafricaine, associé à une insécurité ambiante pour accéder aux écoles et à la destruction des infrastructures, étaient rapportés comme responsables du fort désintérêt actuel des populations de cette préfecture pour l'éducation<sup>12</sup>. La présence de services éducatifs était rapportée en de plus hautes proportions pour les préfectures du Mbomou et de la Basse-Kotto, bien que ces services soient fortement affectés par un manque de personnel et de matériel. selon les principales barrières indiquées par les IC. Certaines zones pouvaient néanmoins souffrir localement d'une forte absence de ces services, telles que les localités évaluées des sous-préfectures de Mingala et de Alindao (60% au mois de mars). Une importante inégalité en termes de fréquentation scolaire entre garçons et filles était également rapportée.

#### **Nord-Ouest**

Malgré une présence de services éducatifs fonctionnels rapportée plus fréquemment par les IC par rapport à l'est du pays. un manque de personnel enseignant et de matériel était largement rapporté par les participants des FGD dans toute la zone. Il était par exemple rapporté que certaines classes se tenaient dans des hangars dans la sous-préfecture de Ngaoundave. ou que 2 enseignants titulaires assuraient le fonctionnement de 27 écoles dans la commune de Nana-Barva<sup>16</sup>. Malgré le faible nombre d'enquêtes réalisées dans cette zone au mois de mars, il était rapporté que l'insécurité ou la destruction de bâtiments scolaires durant les combats représentaient les principales barrières pour l'accès à l'éducation. Par ailleurs. la macro-zone du Nord-Ouest se caractérisait par la plus forte inégalité en termes de participation scolaire entre les garçons et les filles, en particulier pour la tranche d'âge de 13-18 ans.

exactions et des incendies de maisons par des GA aient été pour le contrôle et l'exploitation de gisements aurifères<sup>13</sup>. La da, Bria et Ippy que la principale raison du manque la moitié ou plus des enfants participait régulièrement à l'école<sup>17</sup>: rapportés, notamment dans les sous-préfectures de Bria et présence de mineurs séparés de leurs parents et/ou non-ac- de services éducatifs fonctionnels et à distance de (au cours des 30 jours précédant les collectes des mois de mars et avril)

	Fil	les	Garçons				
	6 - 12 ans 13 - 18 ans		6 - 12 ans	13 - 18 ans			
Nord-Est	89%	26%	93%	25%			
Sud-Est	62%	41%	79%	64%			
Nord-Ouest	72%	44%	83%	73%			

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Résultats des FGD. <sup>13</sup> Résultats du FGD réalisé le 27/05/2020 dans la commune de Markounda. <sup>14</sup> OCHA, Bulletin humanitaire n°53, mars 2020. <sup>15</sup>Résultats des observations des agents de terrain REACH 6 Résultats du FGD réalisé le 04/04/2020 dans la commune de Nana-Barya. 17 Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de services éducatifs fonctionnels était rapportée

### Aperçu de la situation Mars - Mai 2020



dans le Haut-Mbomou ou dans la Basse-Kotto.

#### Nord-Est

Les situations les plus critiques étaient rapportées dans les Dans presque une localité sur 4 évaluées dans le Sud-Est Les situations les plus critiques étaient rapportées dans l'est communes de Ridina et de Ouandja où la quasi-totalité des (23%), il était rapporté que la majorité de la population lodu pays, notamment dans la Vakaga et localement dans la populations hôtes et déplacées/réfugiées/refournées des lo- cale vivait dans des abris inadéquats, notamment en raison Basse-Kotto aux environs d'Alindao, où des proportions très calités évaluées vivaient dans des abris d'urgence, parfois de l'intensité et de la durée du conflit dans le Sud-Est, ainsi (populations hôtes, PDI, retournés/rapatriés), vivaient dans mune de Ouandja étaient même rapportées comme n'ayant en rivières<sup>20,21</sup>. Ce taux était localement plus fort dans la zone des abris inadéquats (sans abri, abri d'urgence, bâtiments aucun abri<sup>19</sup>. Cette situation alarmante était en lien avec les d'Alindao et dans le triangle Djémah-Rafaï-Zémio, avec enzones où les besoins étaient également les plus forts pour les de population et des destructions d'abris. Il est à noter que situation rapportée par les IC était particulièrement alarmante populations hôtes, ces besoins étant pour bon nombre liés à des feux de brousse durant cette période étaient également à dans tout le Sud-Est pour les autres groupes de population. nautés. Il existait toutefois des zones où les IC rapportaient la situation des PDI et retournés dans les zones de Ouadda 73% des localités évaluées<sup>18</sup>. Il était rapporté lors des FGD pour les abris des différents groupes de population.

#### Sud-Est

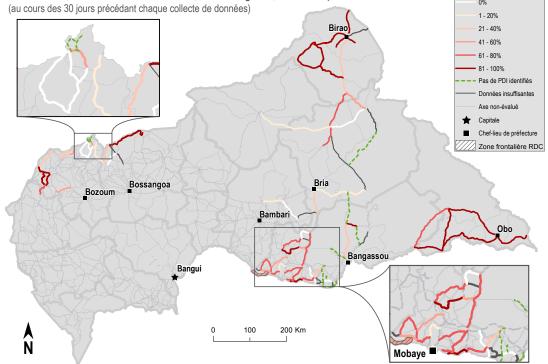
axes, 91% des localités évaluées pour les PDI et 84% pour les ture de Paqua<sup>23</sup> retournés/rapatriés)18. Dans les communes de Obo et Zémio,

on rapportait de nombreux cas de retournés vivant dans des bâtiments abandonnés et endommagés par les combats ou sans abris, leurs habitations d'origine étant parfois actuellement occupées par des GA<sup>22</sup>.

#### Nord-Ouest

élevées de ménages, sans distinction de groupe de population situés dans la brousse. Certaines communautés de la com- que de l'exposition aux inondations de certaines zones riches Le Nord-Ouest représentait la macro-zone la plus favorable en termes d'abri, la majorité des abris étant rapportés comme des habitations à long terme en toit de paille ou de tôle<sup>20</sup>. abandonnés ou communautaires). Généralement, les zones incidents sécuritaires ayant frappé la préfecture de Vakaga au viron une localité sur deux où il était rapporté que la majorité Hormis pour la sous-préfecture de Koui et la commune de les plus fragiles en termes d'abri pour les PDI reflétaient les cours des trois mois, entrainant à la fois des déplacements de la population locale vivait dans des abris inadéquats. La Mbili (4 axes évalués), où il était rapporté que la majorité de la population hôte de 34% des localités vivait dans des abris inadéguats, les conditions semblaient plus favorables pour des incidents sécuritaires récents affectant toutes les commu- l'origine de sinistres<sup>20</sup>. Bien que rapportée comme meilleure, la majorité des PDI vivant dans des abris inadéquats dans la population locale. Néanmoins, des situations alarmantes étaient localement rapportées pour les PDI et les communauque les populations déplacées et retournées présentaient des et Ouanda-Djallé restait préoccupante, ces populations vivant de nombreux cas de communautés déplacées ou retournées tés retournées vivant notamment dans les sous-préfectures de conditions d'abri nettement plus vulnérables que les popu- majoritairement dans des abris d'urgence dans plus de 60% vivant sans abri dans les sous-préfectures limitrophes de la Koui, Ngaoundaye et Markounda. De plus, malgré des chiffres lations hôtes, principalement en raison d'importants mouve- des localités évaluées de ces zones de Bria RDC au sud de la Basse-Kotto<sup>20</sup>. Dans le Haut-Mbomou, une favorables, il était également rapporté lors des FGD que des ments de population au cours des dernières années telles que et lppy, une situation plus favorable était rapportée par les IC très large majorité de PDI et retournés vivaient dans des abris communautés retournées n'avaient aucun abri dans les cominadéquats, principalement dans des abris d'urgence (sur 7 munes de Bah-Bessar et de Nana Barya dans la sous-préfec-

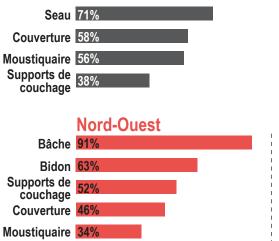
#### % de localités évaluées où il était rapporté que la majorité des PDI occupaient des abris inadéquats (bâtiments abandonnés, batîment communautaires, abris d'urgence, sans abris)18:



### **Articles ménagers essentiels (AME)**

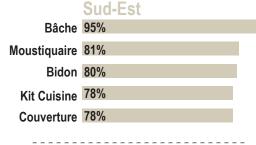
Les 5 AME les plus souvent cités comme indisponibles pour la majorité des ménages :

(par % de localités évaluées, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



Nord-Est

Bâche 99%



% de localités évaluées où le savon était rapporté comme indisponible pour la majorité de la population : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)





<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de PDI était rapportée. <sup>19</sup> Résultats du FGD réalisé le 28/05/2020 dans la commune de Ouandja. <sup>20</sup> Résultats des FGD. <sup>21</sup> Résultats des observations des agents de terrain REACH. <sup>22</sup> Résultats des FGD réalisés le 27/03/2020 dans la commune de Obo et le 29/04/2020 dans la commune de Zémio. <sup>23</sup> Résultats des FGD réalisés le 20/03/2020 dans la commune de Bah-Bessar et le 04/04/2020 dans la commune de Nana-Barya.

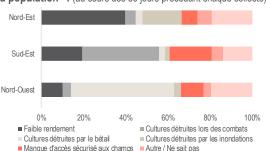
### Aperçu de la situation Mars - Mai 2020

#### Sécurité alimentaire

Dans la quasi-totalité des localités évaluées (93%), les IC rapportaient un accès insuffisant en nourriture. En plus d'un rendement agricole parfois faible en raison des conditions de culture (climat, qualité des sols, inondations, etc.), la production agricole de la partie est du pays était la plus affectée par le conflit, tandis que celle du Nord-Ouest était impactée par le passage de troupeaux transhumants<sup>24</sup>. L'accès aux marchés fonctionnels était rapporté en de faibles proportions pour les localités évaluées dans l'Est du pays, les conditions sécuritaires ne permettant souvent pas d'y accéder. Pour faire face aux pénuries alimentaires, il était rapporté comme principales stratégies d'adaptation la consommation des semences (36% des localités évaluées), bien que l'emprunt (21%) ou le rationnement (10%) étaient également utilisés<sup>25</sup>. Malgré un accès général à la nourriture rapporté comme très insuffisant, une assistance alimentaire n'a pas été mentionnée comme premier besoin prioritaire par les IC, pouvant traduire une capaci- sud-soudanais, avec pour conséquence une insuffisance en té généralisée à faire face aux pénuries alimentaires.

Nord-Est : L'absence de marchés fonctionnels et à distance de marche a été la plus fortement rapportée pour les localités situées le long des 8 axes évalués dans la préfecture de la Haute-Kotto, menant à Bria ou Ouadda (80% sur 8 axes). Une pénurie alimentaire était rapportée au cours des FGD dans tout le Nord-Est, liée à un faible rendement agricole parfois dû aux inondations, à la destruction des cultures par du bétail (communes de Ouadda et Baïdou Ngoumbourou) ou encore à des attaques de criquets (commune de Yalinga)<sup>24</sup>. La pénurie dans la commune de Voukouma était également rapportée lors des FGD comme étant liée une arrivée importante de PDI au mois de mai, associée à une hausse générale des prix. En parallèle de cette arrivée, les IC mentionnaient à cette période une nette augmentation de problèmes sécuritaires et logistiques pour accéder aux marchés fonctionnels de la

d'accès à suffisamment de nourriture pour la majorité de troupeaux transhumants (49% des localités évaluées), ainsi la population<sup>29</sup>: (au cours des 30 jours précédant chaque collecte)



% de localités évaluées où l'absence d'un marché fonctionnel à distance de marche était rapportée<sup>30</sup> : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



macro-zone (58% des localités évaluées en mai). En plus de la consommation de semences (24% des localités évaluées). les IC ont rapporté que les populations avaient réqulièrement recours aux emprunts pour l'achat de vivres comme stratégie d'adaptation (38%)<sup>25</sup>.

Sud-Est : L'accès à un marché fonctionnel et à distance de marche était particulièrement difficile dans les préfectures du Mbomou et du Haut-Mbomou, où était rapportée une forte concentration de PDI, de retournés/rapatriés et de réfugiés ressources disponibles<sup>24</sup>. De plus, l'approvisionnement des marchés était fortement entravé par le contexte sécuritaire (cultures détruites par les combats, insécurité pour accéder aux champs liée aux groupes et éleveurs transhumants armés) représentant pour 57% des localités évaluées la raison principale du manque d'accès à de la nourriture. En parallèle de la consommation de semences (38% des localités évaluées) et d'autres stratégies d'adaptation rapportées (emprunt, rationnement, etc.), les IC ont rapporté qu'aucune stratégie n'était la nourriture rapporté dans 91% des localités évaluées.

Nord-Ouest: Les localités évaluées dans le Nord-Ouest présentaient selon les IC un relatif bon accès aux marchés fonctionnels à distance de marche. Cet accès était néanmoins plus faible dans les trois sous-préfectures de Paoua, Markounda et Nangha Boquila, la présence de marchés étant rapportée uniquement dans les localités principales<sup>24</sup>. La production agricole était néanmoins rapportée comme largement insuffi-% de localités évaluées par raison principale du manque sante en raison des dégâts provoqués sur les cultures par les que des difficultés à cultiver le manioc<sup>24</sup>. Associées à cela, l'augmentation de population liée au retour de nombreux retournés/rapatriés dans la préfecture de l'Ouham-Pendé<sup>24,26</sup> et la fermeture des frontières du Cameroun et du Tchad au cours de la période évaluée en raison de la pandémie de COVID-19 avaient pour conséquence une réduction de la quantité des denrées et une augmentation significative des prix sur les marchés par rapport aux derniers mois<sup>27,28</sup>. En plus de la consommation de semences (46% des localités évaluées), les IC ont rapporté que les populations avaient notamment recours aux emprunts (12%) et à la vente d'actifs de production (11%) pour l'achat de vivres comme stratégies d'adaptation<sup>25</sup>.

# 📸 Moyens de subsistance

Malgré un accès à des terres cultivables pour la guasi-totalité des localités évaluées (95%), la pratique de l'agriculture souffrait d'une insécurité généralisée, particulièrement rapportée dans les FGD. Le manque d'accès sécurisé aux champs entravait ainsi fortement le recours à ce principal moven de subsistance pour soutenir les populations les plus vulnérables en termes de revenu, notamment dans le Sud-Est.

Nord-Est: Les principales sources de revenu rapportées pour et de l'insécurité générale dans les préfectures du Mbomou les populations du Nord-Est étaient partagées entre l'agriculture (31% des localités évaluées) et la pêche, la chasse et des communes de Bakouma et de Voungba-Balifondo, préla cueillette (35%). Des activités d'exploitation minière étaient sence de GA dans les sous-préfectures de Zémio et Obo) se également rapportées dans les communes de Quanda Djallé, traduisait par le revenu mensuel moyen le plus faible des trois Yalinga et Ouadda<sup>24</sup>. Selon les IC, pour les localités évaluées où la majorité de la population avait accès à des terres cultivables, l'insécurité ne représentait que pour 10 % de ces localités la principale barrière à l'accès aux champs, contre 66% pour le manque de semences et d'outils agricoles. Il était également rapporté qu'une très large majorité de la population de cette zone pratiquait l'élevage (96% des localités évaluées), presque exclusivement de petit bétail.

Sud-Est: Pour environ la moitié des localités évaluées, les IC munauté musulmane de cette région. De nombreux conflits rapportaient que la principale source de revenu était l'agriculture. Pour les localités évaluées où la majorité de la popula- limitant les surfaces cultivables et les productions agricoles<sup>24</sup>. tion avait accès à des terres cultivables, l'insécurité (23% des L'insécurité était rapportée comme principale barrière à la pralocalités évaluées) et le manque de semences et/ou d'outils tique de l'agriculture pour 29% des localités où la majorité de utilisée dans 33% des localités<sup>25</sup>, malgré un accès insuffisant à agricoles (46%) représentaient les principales barrières à sa la population avait accès à des terres cultivables, notamment pratique. L'indisponiblité de bétail a été rapportée à de plus en raison de la présence d'éleveurs et de GA dans de nomimportantes proportions (22% des localités évaluées) par breuses communes (e.g. Markounda, Bah Bessar, Koui, Nana rapport aux autres macro-zones. Des activités d'exploitation Barya, Bocaranga, Mia Pende)<sup>24</sup>. Ces activités agricoles, minière étaient également rapportées dans les communes de associées à l'élevage de petit bétail, étaient généralement Kotto, Siriki, Séliba et Mboui dans la Basse-Kotto, ainsi qu'une rapportées par les IC comme insuffisantes pour couvrir les production d'alcool et huile de palme dans le Haut-Mbomou, besoins des populations des sous-préfectures de Koui et de permettant de renforcer localement le dynamisme écono- Ngaoundaye24.

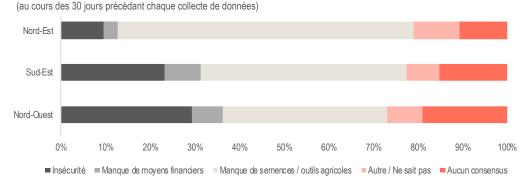
% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient que le revenu mensuel moven était inférieur à 10 000 XAF<sup>32</sup> pour la majorité des ménages : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



mique<sup>24</sup>. L'isolement prolongé du Sud-Est en raison du conflit et du Haut-Mbomou<sup>24</sup> (e.g. éleveurs armés dans la brousse macro-zones. Il était par ailleurs rapporté à Obo des tensions entre PDI et populations hôtes, ces derniers refusant l'accès des terres cultivables aux PDI31.

Nord-Ouest: Le Nord-Ouest était caractérisé par une très forte proportion de localités où l'agriculture était rapportée comme principale source de revenu (83% des localités évaluées), et notamment par la présence de troupeaux de grand bétail appartenant majoritairement aux éleveurs de la cométaient néanmoins rapportés entre éleveurs et cultivateurs.

### % de localités évaluées par obstacle principal pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population<sup>33</sup>:



<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> Résultats des FGD. <sup>25</sup> Fréquence de réponses issues d'une question à choix multiples. <sup>26</sup> Résultats des observations des agents de terrain REACH. <sup>27</sup> «En Afrique, la fermeture des frontières réveille la crainte de pénuries alimentaires», Le Monde, 23 mars 2020. 28 Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM) - RCA - Mi-mai 2020, REACH. 29 Pourcentages calculés sur le total des localités où il était rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture. 30 Trajet aller-retour réalisable dans la journée. 31 Résultats du FGD réalisé le 18/04/2020 dans la commune de Obo. 32 1000 XAF = 1.52449 EUR (Source : InfoEuro, Date : mai 2020). 33 Pourcentages calculés sur le total des localités où il était rapporté que la majorité de la population avait accès à des terres cultivables

# Aperçu de la situation Mars - Mai 2020



Les zones les moins pourvues en services de santé se trouvaient dans la partie est du pays. l'inaccessibilité à des services de santé fonctionnels (hôpital, centre ou poste de santé) à distance de marche étant rapportée par les IC dans 42% des localités évaluées dans le Nord-Est, contre 21% dans le Sud-Est. Ce manque d'accès à des services de santé était rapporté pour une part moins importante de localités évaluées dans le Nord-Ouest (11%). Le niveau d'accès aux services de santé était largement jugé par les IC comme «pas suffisant» ou «insuffisant» (supérieur à 80% dans chaque macro-zone). Les principales difficultés d'accès aux soins les plus fréquemment rapportées par les IC pour les localités ayant accès à de tels services étaient le manque de médicaments (34% des localités évaluées) et le manque d'infrastructures sanitaires fonctionnelles (30%).

Ces infrastructures, lorsqu'elles existaient, se trouvaient selon les IC à une distance considérable, de plus d'une heure de marche pour environ une localité sur trois. 12% de l'ensemble

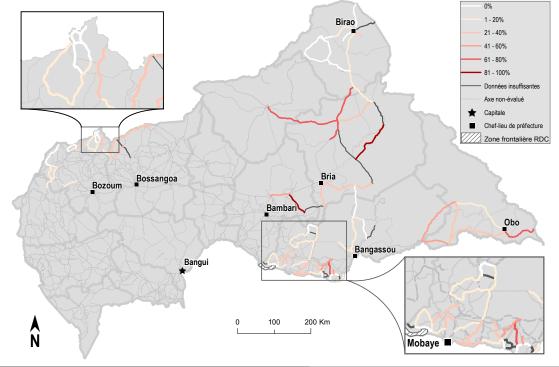
des localités évaluées se trouvant même à une demi-journée ou plus de marche. Cette situation se traduisait par une forte tendance à pratiquer l'accouchement à la maison (49% des localités évaluées, avec une fréquence plus forte dans l'Est du pays), ainsi que le recours à la médecine dite traditionnelle<sup>34</sup>.

Des cas de personnes présentant des symptômes typiques de malnutrition étaient rapportés dans une large majorité de toutes les localités évaluées, avec des taux critiques dans les préfectures de la Vakaga dans le Nord-Est et de la Basse-Kotto dans le Sud-Est. La paludisme apparaissait comme le premier problème de santé chez les personnes de plus de 5 ans sur l'ensemble de ces trois macro-zones (37% des localités évaluées), avec une prévalence plus importante dans l'est.

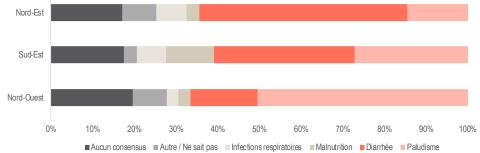
% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



% de localités évaluées où l'inaccessibilité à des services de santé fonctionnels à distance de marche pour la majorité de la population était rapportée : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



% de localités évaluées par problème principal de santé rapporté pour les enfants de moins de 5 ans : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



que la majorité des femmes accouchait à domicile : (au Nord-Est : Une large majorité des localités évaluées à proximité des axes menant à Ippy, Ouadda et Yalinga ne présentaient pas selon les IC de centres/postes de santé situés à proximité, cette absence étant notamment rapportée pour 61% des localités des guatre axes autour de Ouadda et pour 74% de celles des deux axes autour de Ippy. Il était systématiquement rapporté lors des FGD que toutes les localités de ces axes souffraient de cette absence d'accès aux services de santé<sup>34</sup>. Dans les localités évaluées où la majorité des femmes avaient accouché à domicile (56%), la raison principale rapporté était le manque de centres de soins à proximité (84%). Dans 68% de ces localités, il était en effet rapporté que la majorité de la population se faisait soigner dans des postes de santé, infrastructures peu adaptées aux accouchements. Par ailleurs, la distance des centres/postes de santé représentait un problème majeur, avec une durée de marche d'une de- Nord-Ouest : L'accès aux services de santé dans le Nordmi-journée ou plus pour 24% des localités évaluées. L'accès à une prise en charge des cas de malnutrition était rapporté principalement pour les localités situées sur les axes menant à Birao, dans les communes de Ridina et Ouandja. Il était Nord-Ouest étaient situées à moins d'une demi-journée de également rapporté pour ces localités un meilleur accès aux services de santé, notamment pour 90% des localités situées sur les cing axes évalués menant à Birao. Malgré la présence de ces infrastructures dans la préfecture de la Vakaga, les participants des FGD indiquaient que l'accès aux soins souffrait pour palier le manque de médicaments et de personnels quad'un manque de personnels qualifiés pour être performant<sup>34</sup>.

> Sud-Est : L'accès aux services de santé dans cette macrozone était rapporté comme particulièrement difficile dans l'ensemble de la préfecture du Haut-Mbomou, ainsi que dans le Dilouki) pour accéder aux services disponibles<sup>34</sup>. sud-ouest du Mbomou et de la Basse-Kotto, en raison d'une couverture éparse. De plus, la macro-zone du Sud-Est présentait d'après les IC les plus forts taux de malnutrition, avec 95% des localités évaluées où des enfants de moins de 5 ans présentaient des symptômes et 76% des localités pour les personnes de plus de 5 ans. Dans les localités évaluées où la majorité des femmes avaient accouché à domicile (53%).

la raison principale rapporté était le manque de centres de soins à proximité pour 52% de localités, bien que des raisons financières pour le coût de la prise en charge (14% des localités évaluées) ou le manque de personnel qualifié dans ces centres (12%) étaient également signalés par les IC comme raisons principales. La distance des centres/postes de santé représentait en effet une réelle difficulté, environ un tiers des localités évaluées étant situées à une durée de marche d'une demi-journée ou plus d'infrastructures sanitaires. En plus d'un manque généralisé dans tout le Sud-Est de médicaments, de personnel et de matériel médical, les participants des FGD rapportaient dans les sous-préfectures de Zémio et Obo de nombreux centres/postes de santé détruits au cours des dernières années par les combats successifs et n'ayant jamais été réhabilités35

Ouest était particulièrement fragile dans les trois sous-préfectures de Paoua, Markounda et Nangha Boquila. Néanmoins, une large majorité de toutes les localités évaluées dans le marche d'infrastructures sanitaires, pouvant expliquer le plus faible taux d'accouchement à domicile (36% des localités évaluées) de ces macro-zones. Les IC rapportaient dans toute la zone un usage fréquent de la médecine traditionnelle lifiés<sup>34</sup>. De plus, cet usage était également expliqué par des problèmes sécuritaires ou logistiques rencontrés par les populations de certaines communes limitrophes au Tchad (Yémé,

% de localités évaluées où au moins une personne de plus de 5 ans présentant des symptomes de malnutrition était rapportée :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte)

45% Nord-Est ■76% Sud-Est 58% Nord-Ouest

### Aperçu de la situation Mars - Mai 2020

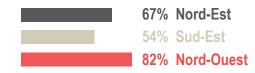


L'accès général à l'eau était jugé par les IC comme «pas suf- des mains dans les lieux stratégiques (e.g. centres de santé. fisant» ou «insuffisant» pour plus de 80% des localités éva- écoles, marchés, bâtiments administratifs, lieux religieux, etc.) luées dans chaque macro-zone. Les zones signalées comme n'était rapportée. les moins pourvues en sources d'eau potable améliorées se trouvaient dans l'est du pays, 67% des localités évaluées dans le Nord-Est n'avant pas accès à de telles sources. 75% dans le Sud-Est. Les principales barrières d'accès à l'eau les plus fréquemment rapportées par les IC pour les localités ayant un accès insuffisant à cette ressource étaient le manque de points d'eau suffisants pour satisfaire les besoins de toute la population et la qualité de l'eau consommée en particulier dans le Nord-Est.

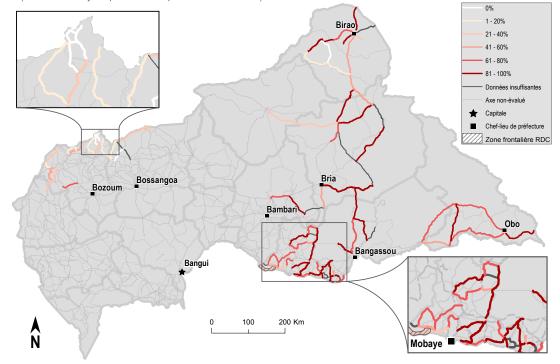
En termes d'hygiène, pour une grande majorité de la population vivant sur les axes évalués dans le Nord-Ouest (82% des localités évaluées) et dans le Nord-Est (67%), les IC rapportaient une pratique régulière de la DAL. De plus, dans plus 80% des localités évaluées, aucune station de lavage

% de localités évaluées où la pratique de la DAL par la majorité de la population était rapportée :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)

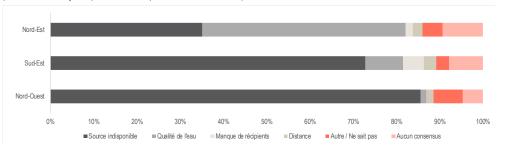


% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient qu'une source d'eau non-améliorée (puits et/ ou source non protégée, eau de surface, etc.) était utilisée pour boire par la majorité de la population : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



% de localités évaluées par obstacle principal à l'accès à l'eau pour la majorité de la population<sup>36</sup>:

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



#### Nord-Est

Les IC rapportaient que la population de plus de deux localités évaluées sur trois dans le Nord-Est n'avait pas accès à des sources d'eau améliorées pour boire et pour d'autres usages. En conséquence, en fonction des ressources disponibles à proximité, les localités évaluées le long des axes de la Vakaga avaient majoritairement recours aux puits traditionnels, celles de la Ouaka à des sources non-aménagées et celles L'inaccessibilité à des sources d'eau améliorées était rapporde la Haute Kotto à des eaux de surface (e.g. rivières). Par ailleurs, une durée de marche de plus de 30 minutes était rapportée comme nécessaire pour atteindre la source d'eau principale pour boire de 20% des localités évaluées. L'accès à des sources d'eau améliorées était localement rapporté en de plus fortes proportions dans la commune de Ouandia, notamment grâce à l'existence de plusieurs forages. Néanmoins, en dépit de sources améliorées dans cette commune, ainsi que dans toutes celles où ces sources étaient parfois présentes, une large majorité des IC lors des FGD rapportaient que ces IC rapportaient lors des FGD que celles-ci étaient largement sources étaient largement insuffisantes pour répondre aux besoins des populations<sup>37</sup>. Par ailleurs, il était rapporté dans ces FGD qu'aucunes mesures de pratiques sanitaires n'étaient l'eau étaient rapportées dans les sous-préfectures de Koui, mises en place dans cette zone.

#### Sud-Est

Pour 75% des localités évaluées dans le Sud-Est, les IC rapportaient que la population n'avait pas accès à des sources d'eau améliorées. De plus, une durée de marche de plus de 30 minutes était nécessaire pour atteindre la source d'eau principale pour boire de 23% des localités évaluées. Il était rapporté lors des FGD que des puits aménagés par des organisations non-gouvernementales (ONG) dans les sous-préfectures de Diémah et Bambouti étaient généralement taris en saison sèche38. Dans 51% des localités évaluées dans le Sud-Est, les IC rapportaient en effet que l'eau n'était pas disponible toute l'année au niveau de la source principale.

En termes d'hygiène, les participants des FGD indiquaient que la DAL était largement pratiquée par toute la population de la préfecture du Mbomou, plus riche en rivières. La DAL était en revanche moins pratiquée dans les préfectures de la Basse-Kotto et du Haut-Mbomou, bien qu'elle était remplacée par l'utilisation de latrines non-hygiéniques<sup>37</sup>.

#### Nord-Ouest

tée en de moindres proportions par les IC dans le Nord-Ouest par rapport à l'est du pays, 21% des localités évaluées n'ayant pas d'accès à de telles sources. Une durée de marche de plus de 30 minutes pour atteindre la source d'eau principale pour boire était cependant rapportée comme nécessaire pour la population de 53% des localités évaluées. Les IC indiquaient que 64% des localités évaluées dans le Nord-Ouest avaient accès à des forages. Néanmoins, malgré ces infrastructures nettement plus présentes que dans l'est du pays, l'ensemble des insuffisantes pour répondre aux besoins en eau des populations<sup>37</sup>. Les situations moins favorables en termes d'accès à Ngaoundaye et Bocaranga. La pratique de la DAL était particulièrement rapportée dans toute la zone. Très peu de pratiques sanitaires étaient signalées, bien que des activités de sensibilisation ont eu lieu dans la commune de Nana Barva et des dispositifs de lavage des mains étaient mis en place dans les commune de Bocarange, Koui et Kodi37.

% de localités évaluées dont la source principale pour boire de la majorité de la population était rapportée comme indisponible en saison sèche : (au cours des 30 jours précédant chaque collecte)



<sup>&</sup>lt;sup>36</sup> Pourcentages calculés sur le total des localités où le niveau d'accès à l'eau était jugé par les IC comme «insuffisant» ou «pas suffisant du tout». <sup>37</sup> Résultats des FGD. <sup>38</sup> Résultats des FGD réalisés le 20/03/2020 dans la commune de Diéma et le 23/03/2020 dans la commune de Bambouti

### Aperçu de la situation Mars - Mai 2020

#### À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

Annexe: Synthèse de la couverture des axes évalués au cours des collectes de données des mois de mars, avril et mai 202039

ZONE Préfecture		Code	mars 2020				avril	2020			mai	2020		
	de l'axe	# de localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte ?	# de localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte?	# de localités sur l'axe	# localités évaluées	% localités évaluées	Couverture atteinte ?	
Nord-est	Vakaga	1_1	NA	NA	NA	NA NA	NA	NA	NA	NA NA	55	23	42%	Oui
Nord-est	Vakaga	1_1	12	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	12	3	25%	Oui
Nord-est	Vakaga	1_3	15	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	15	2	13%	Non
Nord-est	Vakaga	1_4	6	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	6	3	50%	Oui
Nord-est	Vakaga	1_5	2	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	2	2	100%	Oui
Nord-est	Vakaga	1_6	13	NA	NA	NA	13	3	23%	Oui	13	9	69%	Oui
Nord-est	Vakaga	1_7	23	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	23	4	17%	Oui
Nord-est	Vakaga	1_8	18	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	NA	NA NA	NA	18 1	11	61%	Oui
Nord-est Nord-est	Vakaga Vakaga - Haute Kotto	1_10 1_13	NA 11	NA 1	NA 9%	NA Non	NA 11	NA 4	NA 36%	NA Oui	11	3	100% 27%	Oui Oui
Nord-est	Haute Kotto	1 14	12	1	8%	Non	12	9	75%	Oui	12	2	17%	Non
Nord-est	Haute Kotto	1_15	1	1	100%	Oui	1	1	100%	Oui	1	1	100%	Oui
Nord-est	Haute Kotto	1_17	8	2	25%	Non	8	4	50%	Oui	8	1	13%	Non
Nord-est	Vakaga - Haute Kotto	1_18	8	4	50%	Oui	8	3	38%	Oui	8	4	50%	Oui
Nord-est	Haute Kotto	1_19	5	1	20%	Non	5	2	40%	Non	NA	NA	NA	NA
Nord-est	Haute Kotto	1_20	6	NA	NA	NA	6	1	17%	Non	6	3	50%	Oui
Nord-est	Haute Kotto	1_21	3	1	33%	Non	NA .	NA O	NA 2007	NA	NA .	NA	NA 470/	NA
Nord-est	Haute Kotto	1_22	6	10	17%	Non	6	2	33%	Non	6	9	17%	Non
Nord-est Nord-est	Haute Kotto	1_25 1_26	66 24	10 22	15% 92%	Oui Oui	66 24	15 10	23% 42%	Oui Oui	66 24	17	14% 71%	Oui Oui
Nord-est	Haute Kotto Ouaka	1_27	28	11	39%	Oui	28	9	32%	Oui	28	13	46%	Oui
Nord-est	Ouaka	1_28	43	13	30%	Oui	43	7	16%	Oui	43	12	28%	Oui
Nord-est	Haute Kotto - Ouaka	1_29	19	1	5%	Non	19	1	5%	Non	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA
Sud-est	Haut Mbomou	2_1	15	8	53%	Oui	15	11	73%	Oui	15	9	60%	Oui
Sud-est	Haut Mbomou	2_2	17	8	47%	Oui	17	7	41%	Oui	17	7	41%	Oui
Sud-est	Haut Mbomou	2_3	17	7	41%	Oui	17	6	35%	Oui	17	6	35%	Oui
Sud-est	Haut Mbomou	2_4	29	25	86%	Oui	29	21	72%	Oui	29	16	55%	Oui
Sud-est	Haut Mhomou	2_5	20	4	20%	Oui	20	5	25%	Oui	20	16	80%	Oui
Sud-est	Haut Mbomou - Mbomou	2_6	14	8	57%	Oui	14	13	93%	Oui	14	7	50%	Oui
Sud-est Sud-est	Haut Mbomou - Mbomou Mbomou	2_7 2_8	17 16	6	35% 25%	Oui Oui	17 16	2	24% 13%	Oui Non	17 16	5 2	29% 13%	Oui Non
Sud-est	Mbomou	2 9	9	3	33%	Oui	9	5	56%	Oui	9	7	78%	Oui
Sud-est	Mbomou	2_10	3	2	67%	Oui	ŇA	NA	NA NA	NA	NA	NA	NA NA	NA
Sud-est	Mbomou	2_11	3	1	33%	Non	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Sud-est	Mbomou	2_12	23	5	22%	Oui	23	3	13%	Oui	23	5	22%	Oui
Sud-est	Mbomou	2_13	27	9	33%	Oui	27	9	33%	Oui	27	5	19%	Oui
Sud-est	Mbomou	2_14	15	11	7%	Non	15	2	13%	Non	15	11	7%	Non
Sud-est	Mbomou	2_15	22	8	36%	Oui	22	6	27%	Oui	22	10	45%	Oui
Sud-est	Mbomou	2_17	9	5	56%	Oui	9	2	22%	Non	9	3	33%	Oui
Sud-est Sud-est	Mbomou Mbomou	2_18 2_19	19 15	2	5% 13%	Non Non	19 15	5	5% 33%	Non Oui	NA 15	NA 1	NA 7%	NA Non
Sud-est	Mbomou	2_19	9	1	11%	Non	9	1	11%	Non	9	5	56%	Oui
Sud-est	Mbomou	2_21	4	NA	NA NA	NA	NA	NA NA	NA NA	NA	4	2	50%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_22	20	9	45%	Oui	20	2	10%	Non	20	4	20%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_23	24	11	46%	Oui	24	11	46%	Oui	24	7	29%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_24	16	1	6%	Non	16	4	25%	Oui	16	2	13%	Non
Sud-est	Mbomou - Basse Kotto	2_25	6	3	50%	Oui	6	6	100%	Oui	6	4	67%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_27	4	NA .	NA	NA	4	2	50%	Oui	4	2	50%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_28	37	7	19%	Oui	37	7	19%	Oui	37	3	8%	Non
Sud-est Sud-est	Basse Kotto Basse Kotto	2_29 2_32	34 45	12 12	35% 27%	Oui Oui	34 45	6 9	18%	Oui Oui	34 45	5 7	15% 16%	Oui Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_33	32	12	38%	Oui	32	11	34%	Oui	32	9	28%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_34	60	8	13%	Oui	60	9	15%	Oui	60	12	20%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_35	23	9	39%	Oui	23	2	9%	Non	23	4	17%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_37	42	9	21%	Oui	42	5	12%	Oui	42	1	2%	Non
Sud-est	Basse Kotto	2_38	39	5	13%	Oui	NA	NA	NA	NA	39	2	5%	Non
Sud-est	Basse Kotto	2_39	18	NA 40	NA 100/	NA .	18	1	6%	Non	18	10	56%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_40	61	10	16%	Oui	61	8	13%	Oui	61	12	20%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_41 2_42	15 5	NA	13% NA	Non NA	15 5	12	80% 20%	Oui	15 NA	4 NA	27% NA	Oui
Sud-est Sud-est	Basse Kotto Basse Kotto	2_42	39	NA 2	5%	NA	39	4	10%	Non Oui	NA 39	NA 2	5%	NA Non
Sud-est	Basse Kotto	2_43	33	5	15%	Oui	33	5	15%	Oui	33	6	18%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_46	32	6	19%	Oui	32	13	41%	Oui	32	7	22%	Oui
Sud-est	Basse Kotto	2_47	25	8	32%	Oui	25	4	16%	Oui	25	1	4%	Non
Sud-est	Basse Kotto	2_48	23	1	4%	Non	23	2	9%	Non	NA	NA	NA	NA
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_1	12	8	67%	Oui	12	9	75%	Oui	12	8	67%	Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_2	32	4	13%	Oui	32	4	13%	Oui	32	6	19%	Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_3	29	7	24%	Oui	29	9	31%	Oui	29	11	38%	Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_4 3_5	29 16	5	17% 31%	Oui	29 16	8	28% 19%	Oui Non	29 16	3	10% 25%	Oui Oui
Nord-ouest Nord-ouest	Ouham Pendé Ouham Pendé	3_6	37	12	32%	Oui Oui	37	11	30%	Oui	37	12	32%	Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_8	23	10	43%	Oui	23	6	26%	Oui	23	7	32%	Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé	3 9	10	5	50%	Oui	10	3	30%	Non	10	5	50%	Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_10	15	6	40%	Oui	15	3	20%	Oui	15	8	53%	Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_11	17	10	59%	Oui	17	10	59%	Oui	17	8	47%	Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_12	8	3	38%	Oui	8	6	75%	Oui	8	1	13%	Non
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_13	31	7	23%	Oui	31	16	52%	Oui	31	1	3%	Non
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_15	12	5	42%	Oui	12	3	25%	Oui	12	1	8%	Non
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_16	9	3	33%	Oui	9	1	11%	Non	9	5	56%	Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé	3_17	9	4	44%	Oui	9	1	11%	Non	9	2	22% NA	Non
Nord-ouest Nord-ouest	Ouham Pendé Ouham Pendé	3_18 3_19	38	18	100% 47%	Oui Oui	2 38	7	50% 18%	Oui Oui	NA 38	NA 10	NA 26%	NA Oui
Nord-ouest	Ouham Pendé - Ouham	3_19	38	12	38%	Oui	38	13	41%	Oui	38	6	19%	Oui
Nord-ouest	Ouham	3_21	13	9	69%	Oui	13	4	31%	Oui	13	4	31%	Oui
Nord-ouest	Ouham	3_22	10	1	10%	Non	10	1	10%	Non	10	2	20%	Non
Nord-ouest	Ouham	3_24	40	4	10%	Oui	40	1	3%	Non	40	1	3%	Non
Nord-ouest	Ouham	3_25	17	NA	NA	NA	17	1	6%	Non	17	2	12%	Non
Nord-ouest	Ouham	3_26	22	2	9%	Non	22	3	14%	Oui	NA	NA	NA	NA

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup> Des seuils minimaux (en %) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis en fonction du nombre total de localités connues situées le long de l'axe, (selon la base de données OCHA, disponible sur <u>Humanitarian Data Exchange (HDX)</u>). De 1 à 6 localités le long de l'axe: 50% de localités à évaluer; de 7 à 10 localités: 33%; de 11 à 20 localités: 20%; 21 localités et plus: 10%. Chaque mois, les axes dont les seuils minimaux n'ont pas été atteints ne sont pas pris en compte pour l'analyse des résultats et sont indiqués sur les cartes comme «données insuffisantes».





